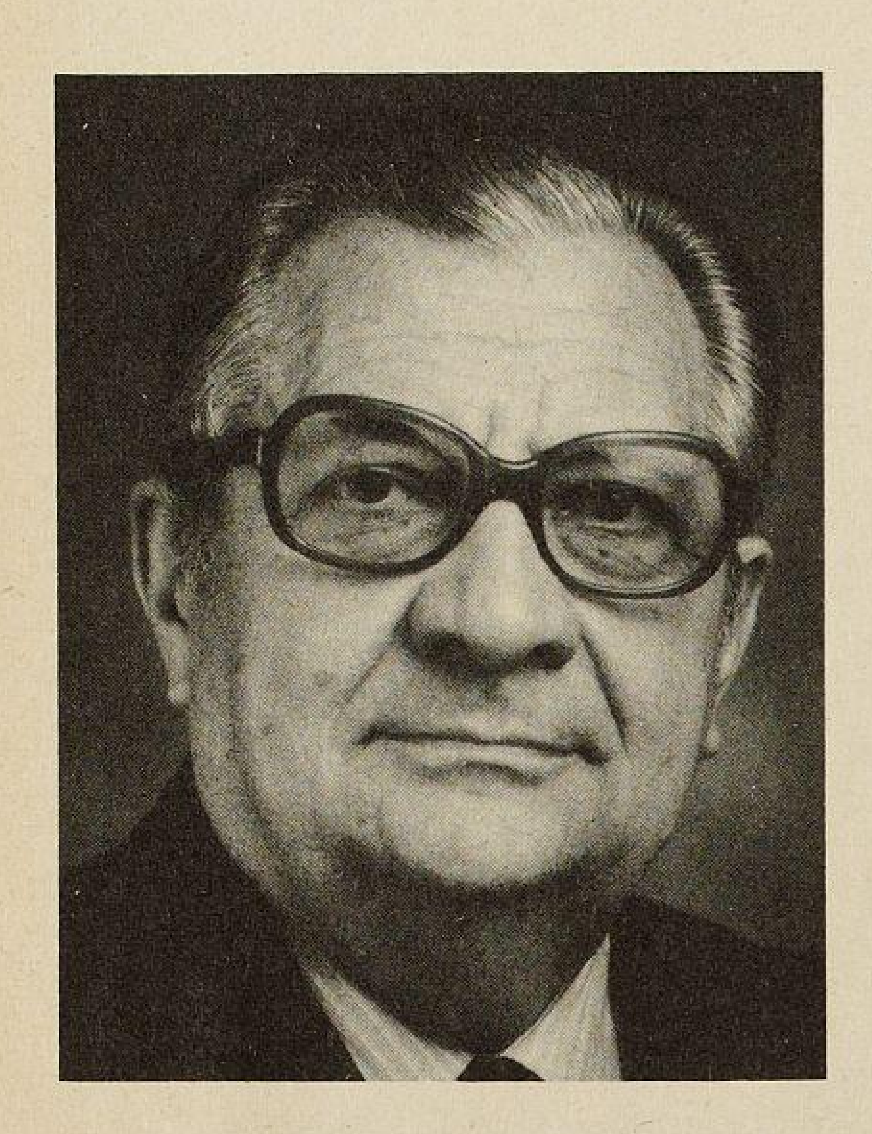
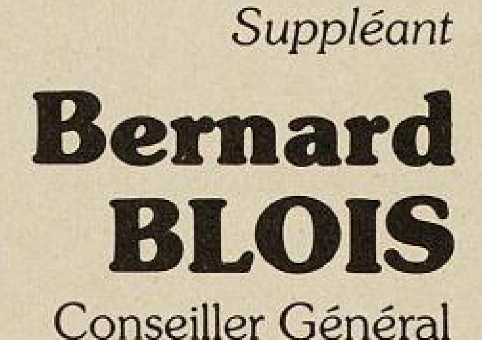


# Pierre MONFRAIS

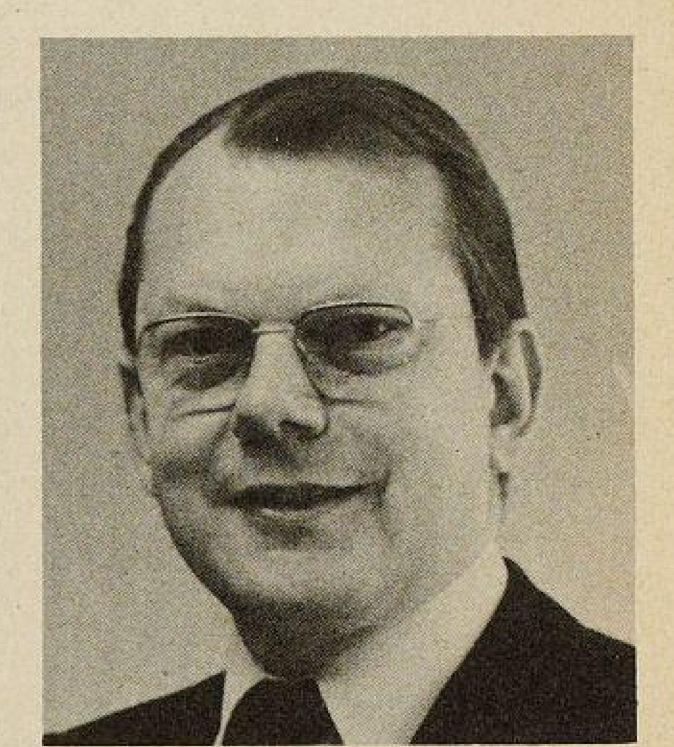
Député de l'Eure



*Suppléant*

## Bernard BLOIS

Conseiller Général



La France a un nouveau Président de la République depuis le 10 mai. La légitimité du Président ne peut et ne doit être mise en doute, cependant, tout au long de la campagne, le candidat socialiste a développé un programme socialo-marxiste qui lui a d'ailleurs, dès le premier tour, permis d'attirer des voix communistes. Aujourd'hui LE MEILLEUR SERVICE A RENDRE A LA FRANCE EST DE LUI DONNER UNE MAJORITÉ PARLEMENTAIRE QUI PERMETTE DE FAIRE FACE AUX EFFETS DÉSASTREUX DU PROGRAMME SOCIALISTE.

La France a besoin d'une Assemblée Nationale modérée qui, seule, peut encore permettre d'en canaliser les retombées et éviter l'arrivée de ministres communistes au Gouvernement.

Cette modération nécessaire ne peut venir d'une majorité socialo-communiste piégée entre ses promesses démagogiques et les dures réalités économiques sous la menace d'une agitation permanente conduite par la C.G.T. de M. SÉGUY.

Seule une MAJORITÉ LIBÉRALE ET SOCIALE à la Chambre des Députés, telle que l'UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ la propose, peut apporter le contrepoids indispensable.

POUR LA GAUCHE, IL S'AGIT DE CONFIRMER SA VICTOIRE DU 10 MAI, **et pour cela, ON PROMET TOUT ET N'IMPORTE QUOI :**

Des mesures démagogiques ont été prises par le Gouvernement MAUROY, pour faciliter les élections législatives. LA FACTURE SERA SALÉE CAR SI ON VIDE LA CAISSE, IL FAUDRA BIEN LA REMPLIR DE NOUVEAU... APRÈS LES ÉLECTIONS.

Le Programme exposé dans un texte intitulé « Le Projet Socialiste pour la France des années 1980 » énumère minutieusement ce qui attend les Français sans aucune exception. Quelques citations en vrac :

- Créations d'Offices fonciers cantonaux (p. 208)
- Totalité des exploitations agricoles au bénéfice réel (p. 297)
- Suppression de l'anonymat des bons du Trésor (p. 7)
- Rétablissement du contrôle des prix (p. 221)
- Déplafonnement des cotisations de Sécurité Sociale (p. 318)
- Suppression de l'enseignement privé (p. 284)
- Accroissement des droits de succession (p. 219)
- Renforcement de l'encadrement du crédit, etc... etc... etc...

# *Françaises, Français, Attention DANGER.*

Par des interventions à tous les niveaux, j'ai été votre intermédiaire. En 3 ans, de 1978 à 1981, nous avons fait le calcul, plus de 700 permanences, 17.600 interventions écrites m'ont permis de **vous aider dans les domaines les plus divers :** Logement, Emploi, Sociale, Enseignement, Postes et Télécommunications, Santé, Militaires, Equipement, etc...

J'ai défendu les intérêts des communes auprès des administrations, des Assemblées Départementales et Régionales, auprès des Ministères pour qu'elles obtiennent aides et subventions (bâtiments communaux, réseaux d'eau et d'électricité, assainissement, aménagements paysagers, travaux routiers, etc...).

Défense des écoles en milieu rural, lutte contre la désertification des campagnes.

SUR LE PLAN NATIONAL,

J'ai plaidé à LA TRIBUNE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, la défense des intérêts de toutes les catégories socio-professionnelles, commerçants, artisans, ouvriers, agriculteurs, industriels, professions libérales, cadres, salariés... J'AI PLAIDÉ LA DÉFENSE DE LA FAMILLE ET POUR LE RESPECT DE LA VIE.

J'ai participé à deux missions parlementaires à l'étranger sur les problèmes énergétiques. J'ai par ailleurs signé ou co-signé 108 propositions de lois.

**Nous nous sommes unis, le RPR et nous l'UDF, en une Union pour une Nouvelle Majorité pour défendre notre programme et s'élever contre la montée des périls.**

NOUS REFUSONS les nationalisations collectivistes et les Offices fonciers.

NOUS REFUSONS que l'on remette en cause la liberté de l'enseignement.

NOUS REFUSONS la lourdeur des contraintes bureaucratiques.

NOUS VOULONS des entreprises dynamiques créant des emplois, des agriculteurs qui obtiennent un niveau de vie comparable aux autres par la vente de leurs productions à des prix rémunérateurs.

NOUS VOULONS que TOUS retirent de leur travail la juste part qui leur revient sans être écrasés par le poids d'une fiscalité dévorante.

NOUS VOULONS que les mères de famille, les retraités, les victimes d'un handicap conservent intacts leurs avantages sociaux sans que l'inflation vienne les leur confisquer insidieusement.

**Aidé de mon suppléant, Bernard BLOIS, j'aurai toujours à cœur de continuer à défendre les intérêts des habitants de la circonscription. Au Parlement, avec l'expérience acquise depuis cinq ans, je travaillerai pour une France forte et pour la prospérité de tous dans la justice et la liberté.**

VIVE LA RÉPUBLIQUE    VIVE LA FRANCE

**Pierre MONFRAIS**
*Député de l'Eure*

**Bernard BLOIS**
*Conseiller Général, Député suppléant*

*Vu, les candidats*

GUÉNÉ ARTS GRAPHIQUES, EVREUX